



DÉCLARATION LIMINAIRE FSU AU CTMESR DU 14 DÉCEMBRE 2020

Nous souhaitons, pour ce dernier CT de l'année, intervenir sur 3 points.

Le 1^{er} concerne **la réouverture des universités** qui a été évoquée par le Premier ministre pour début février, puis par le Président de la République cette fois début janvier sans que nous ne sachions comment ni avec quels moyens ? Jusqu'à aujourd'hui nous n'avons toujours aucune nouvelle de notre ministre alors qu'une rencontre hebdomadaire sur la situation relative à la crise sanitaire et à la gestion des enseignements avait été promise le 30 octobre dernier par le cabinet.

Aucune circulaire ministérielle, aucune expression de la part de la ministre sur le sujet.

Nous savons pourtant qu'elle est toujours active puisque nous avons tout de même reçu deux courriers en une semaine (les 2 et 9/12) : l'un pourrions convaincre de tous les bienfaits que nous devons attendre de la LPR et l'autre pour nous inviter à une concertation qui était attendue en amont du vote de la LPR et non une fois le chantier terminé !

De toute évidence pour les agents et les étudiants ce n'est absolument pas l'urgence du moment ! L'urgence est à la réouverture des établissements faut-il le rappeler une énième fois et pas à la mise en œuvre d'une loi qui semble être le seul sujet d'occupation digne de l'intérêt de notre ministère. Quand aurons-nous enfin des nouvelles de notre ministère pour parler de ce qui nous préoccupe ici et maintenant ?

Le deuxième point concerne **le bilan social** qui figure à l'ordre du jour de ce CT et qui, comme chaque année, compile des informations éclairantes. Cette édition confirme tout particulièrement la détérioration inexorable des conditions de travail des personnels de l'ESR. Les chiffres sont parlants. Pour les Biatss on constate dans ce bilan social une baisse des effectifs titulaires de 0,4 %. Par ailleurs, entre 2012 et 2018, notre ministère a perdu 850 emplois d'enseignants titulaires qui ont été remplacés par 1084 enseignants contractuels. Sur le même temps, la chute des effectifs a été particulièrement spectaculaire au niveau des MCF qui ont perdu plus de 2 % (2,17) du corps et des PU qui ont perdu plus de 1 % (1,04 %) du corps. Les corps d'enseignants spécifiques ont encore été plus touchés. Cette tendance s'est accélérée avec la mise en place du gouvernement actuel puisque en une seule année entre 2017 et 2018, l'emploi enseignant titulaire a perdu de plus de 1000 postes (1048).

Cette chute est à mettre en correspondance avec la progression des effectifs étudiants dans l'ESR qui sur cette période a quant à lui évolué à la hausse de plus de 12 %. Le taux d'encadrement étudiant s'est effondré de 11 % passant de 4,26 enseignants pour 100 étudiants à 3,79. En intégrant les agents BIATSS titulaires, le taux d'encadrement des étudiants par des agents titulaires a baissé de plus de 10 % entre 2012 et 2018. Les étudiants font comme les agents les frais des gels de poste provoqués par la non compensation du GVT et plus généralement de la politique d'austérité budgétaire qu'a poursuivie la ministre.

Finalement ce bilan social est une nouvelle occasion d'alerter sur la détérioration des conditions de travail des personnels de l'ESR à qui il est imposé toujours plus de productivité avec toujours moins de moyens et un salaire dégradé puisque nous pouvons rappeler que le gel du point d'indice entre 2012 et 2018 a conduit à une perte de salaire constant de plus de 4,5 % sur cette période. Cela correspond à 2 semaines de salaire annuel en moins.

Enfin, le dernier point concerne **le plan national d'action pour l'égalité femmes-hommes** qui figure à l'ordre du jour et qui devrait, nous l'espérons, constituer un levier important pour l'action. Si nous saluons la qualité de la concertation qui a eu lieu sur le sujet nous ne pouvons que répéter notre inquiétude quant aux moyens qui seront déployés pour que ce plan puisse être mis en œuvre à la fois nationalement et dans les établissements. ■